

**RECONDUCTION DU PRÉSIDENT ÉVARISTE NDAYISHIMIYE EN 2027 :
« UN MANDAT SANS VALEUR AJOUTÉE POUR LE BURUNDI »**

14 août 2026

Le Président sortant du Burundi, Évariste Ndayishimiye, a été officiellement désigné, le 26 avril 2026 à Gitega lors d'un congrès extraordinaire du CNDD-FDD, comme candidat à sa propre réélection pour le scrutin présidentiel prévu en 2027. Depuis le début de son mandat en juin 2020, l'exercice du pouvoir par le Président Évariste Ndayishimiye fait face à des critiques récurrentes concernant le respect des libertés fondamentales, dans un pays classé 119^e sur 180 par Reporters sans frontières en matière de liberté de la presse(2026).

Dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique accru illustré par les élections législatives de juin 2025, lors desquelles le CNDD-FDD a remporté l'intégralité des sièges, un scrutin dénoncé comme truqué par l'opposition , sa course à un second mandat de sept ans divise l'opinion et suscite des craintes de crispation socio-politique. L'ambiance politique reste marquée par une intolérance politique avérée qui risque d'obstruer le processus électoral avec un verrouillage institutionnel sans précédent au regard des signes précurseurs suivants :

1. Au Burundi, la restriction de l'espace politique demeure une stratégie privilégiée de la gouvernance : alors que les autorités administratives multiplient les concertations officielles en façade, elles verrouillent parallèlement l'appareil étatique en y plaçant des fidèles partisans du CNDD-FDD. Cette logique de contrôle s'accompagne de vagues d'arrestations visant des civils et des jeunes soupçonnés de dissidence, un phénomène qui risque de s'intensifier à l'approche des élections présidentielles. Les voix dissidentes et les partis d'opposition qualifient la consultation à venir de « non-élection » verrouillée par le système CNDD-FDD en place depuis 2005.
2. Les formations paramilitaires des Imbonerakure, jeunes affiliés au CNDD-FDD, suscitent de vives inquiétudes tant auprès des populations locales que des organisations de défense des droits humains, notamment quant à la finalité réelle de cet encadrement. Ces craintes s'inscrivent dans un dispositif sécuritaire plus large : en période électorale, les autorités renforcent la surveillance et multiplient les réunions sécuritaires à huis clos afin de parer à toute contestation potentielle. Cette logique de verrouillage s'est historiquement traduite, à l'approche de chaque scrutin, par une intensification des opérations policières et

des interpellations massives, une dynamique qui risque de se reproduire avec la même ampleur en vue des élections de 2027.

3. Des actes d'intimidation, d'arrestations et de détentions arbitraires, ainsi que des enlèvements et des disparitions ciblant des opposants ou des voix critiques, continuent d'être signalés en toute impunité.

Ce climat répressif s'accompagne d'une multiplication des réunions sécuritaires qui relèvent moins de la simple prévention que d'une volonté délibérée d'instaurer un climat de terreur, tandis qu'une forme de surveillance mutuelle s'installe jusqu'au sein même du parti au pouvoir.

Sur le terrain, cette atmosphère d'insécurité est encore renforcée par les démonstrations de force et par l'impunité dont jouissent souvent les Imbonerakure.

4. Le Burundi reste confronté à une pauvreté structurelle profonde, caractérisée par un revenu par habitant très faible et par un accès de plus en plus difficile aux produits essentiels et sensibles, une situation qui s'aggrave de jour en jour. Cette précarité s'inscrit dans le cadre d'une économie en délabrement, marquée par le manque de devises et la dépréciation continue de la monnaie nationale : l'écart entre le taux de change officiel et le taux parallèle peut atteindre 160 %, tandis que l'inflation a culminé à 36,4 % en glissement annuel en décembre 2024, selon le FMI. À cette instabilité macroéconomique s'ajoute une crise d'approvisionnement persistante, illustrée par la pénurie de carburant qui perdure depuis plusieurs mois, ainsi que par le manque de produits de première nécessité tels que le sucre, les médicaments et les intrants agricoles, autant de facteurs qui handicapent lourdement l'économie nationale. Dans ce contexte, les prix des denrées alimentaires continuent de peser sur le budget déjà fragilisé des ménages burundais.

Convaincu que seule une mobilisation soutenue de l'ensemble des acteurs concernés pourra contribuer à garantir un processus électoral crédible et respectueux des droits fondamentaux des citoyens burundais, et face à ces signes avant-coureurs particulièrement inquiétants, TLP-Burundi formule les recommandations suivantes à l'endroit des partenaires du Burundi, des organismes onusiens, des organisations de la société civile et des médias :

Aux partenaires diplomatiques et à la communauté internationale

- Appeler le gouvernement du Burundi à organiser des concertations nationales inclusives avant la tenue du prochain scrutin, afin de garantir une compétition électorale réellement démocratique.



- Alerter les observateurs internationaux et les partenaires diplomatiques sur les dérives électorales imminentes, et appeler à une solidarité internationale accrue envers le Burundi.
- Conditionner l'aide extérieure au respect effectif des critères démocratiques et à l'ouverture de l'espace civique et politique.
- Accroître la pression diplomatique sur les autorités burundaises afin qu'elles respectent leurs engagements internationaux en matière de droits humains et de standards démocratiques.

Aux organismes onusiens

- Assurer une présence active et effective des missions d'observation électorale indépendantes, en vue de renforcer la légitimité du scrutin.
- Maintenir une surveillance accrue et prolonger les mandats d'investigation sur les violations des libertés publiques au Burundi.

Aux organisations de la société civile et aux médias

- Poursuivre un monitoring régulier et une communication axée sur la dénonciation des dérives électorales, ainsi que sur la défense de l'État de droit et des libertés fondamentales.
- Renforcer la vigilance citoyenne au niveau local, afin de favoriser une dénonciation plus systématique des violations des droits humains et des violences électorales.
- Privilégier la documentation rigoureuse des abus ou des actes d'entrave, de violence ou d'intimidation afin de constituer des dossiers de plaidoyer solides et irréfutables.

Coordination Nationale de TLP-Burundi